

GRIPPE PORCINE**L'Algérie passe à la phase 5**

En pleine propagation, les autorités algériennes ont décidé de multiplier leur vigilance pour contrer l'épidémie de la grippe porcine.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a annoncé dans un communiqué qu'il a décidé, outre les mesures déjà mises en place, de «mettre en œuvre les moyens sanitaires prévus au titre de la phase 5 qui correspond,

selon la terminologie de l'OMS, à une transmission interhumaine du virus dans un grand groupe de cas, à une propagation élargie d'un virus qui s'adapterait de mieux en mieux à l'homme et à un risque pandémique important».

Toutefois, ces mesures, qui visent à limiter les

risques d'importation du nouveau virus en Algérie et de détecter le plus précocement possible l'arrivée sur le territoire des premiers cas d'infection humaine pour mettre en place les premiers mécanismes pour stopper ou ralentir la transmission locale, «sont celles qui correspondent à notre situation sanitaire nationale actuelle caractérisée par l'absence de cas en Algérie», indique le communiqué.

Rassurant, le département de Barkat, a informé de l'acquisition des quantités supplémentaires de médicaments antiviraux et de masques de protection ont été commandés à des producteurs locaux.

Par ailleurs, il est recommandé de «se laver les mains au savon de préférence liquide ou une solution antiseptique» et aux voyageurs à l'étranger de «se conformer aux recom-

mandations sanitaires du pays d'accueil».

Sur la base de recommandations d'un groupe d'experts installé dès le début de la crise, le département de Barkat a mis en alerte tous les services de contrôle sanitaire aux frontières (ports, aéroports et frontières terrestres) pour identifier tout cas suspect avec déclenchement, si nécessaire, d'enquêtes épidémiologiques par les ser-

vices concernés afin de prendre les mesures de contrôle les plus adaptées.

Des prospectus d'information sur la grippe porcine sont distribués aux passagers arrivant en Algérie ou quittant le territoire national.

Notons que par crainte des répercussions économiques sur la production et l'élevage porcin, l'appellation de «grippe porcine» est désignée par l'OMS par la grippe A/H1N1. **S. A.**

PROCRÉATION MÉDICALEMENT ASSISTÉE**Le premier centre public opérationnel dès septembre prochain**

Bonne nouvelle pour les nombreux couples algériens qui déboursent des millions pour avoir un enfant. Le premier centre national de procréation médicalement assistée (PMA), relevant du secteur public, sera opérationnel dès le mois de septembre prochain à Alger et deux autres dans les wilayas d'Oran et Constantine sont en cours de réalisation.

C'est ce qu'a annoncé, jeudi, le président de la Société algérienne de fertilité et de contraception (Safec), le professeur Mohamed Bouzekrini, en marge du 14^e congrès maghrébin de fertilité et de contraception.

En Algérie, ils sont environ 10% de couples en âge de procréer à souffrir d'infertilité.

Très coûteuse et pratiquée uniquement dans le secteur privé, la PMA sera donc plus accessible.

Le ministère de la Santé de la Population et de la Réforme hospitalière, conscient de ce problème de santé publique, a décidé, enfin, de mettre en place les moyens nécessaires pour la prise en charge de la procréation médicalement assistée.

Le premier centre sera installé au CHU Parnet, et traitera également les affections de l'ovaire, du col de l'utérus et certaines maladies infectieuses qui sont à l'origine de la stérilité chez la femme.

Le président de la Safec a précisé que l'homme est aussi concerné que la femme par la stérilité.

Cette dernière peut être provoquée par l'exposition à des produits toxiques et chimiques, tels que les engrais agricoles.

La procréation médicale assistée ou PMA, également appelée assistance médicale à la procréation (AMP), est un ensemble de

pratiques cliniques et biologiques où la médecine intervient plus ou moins directement dans la procréation.

Par ailleurs, cette rencontre de deux jours, qui a regroupé près de 400 participants, sera une occasion, selon le professeur, pour sensibiliser les malades, le corps soignant et les deux ministères de la Santé, l'Enseignement supérieur et la

Recherche scientifique sur la situation en matière de traitement de ces pathologies dans notre pays.

Un nouveau dispositif de contraception sur le marché algérien

En plus des moyens contraceptifs déjà existants dans notre pays (le stérilet et la pilule), un dispositif intra-utérin de dernière

génération sera commercialisé au cours de ce mois.

Ce contraceptif est indiqué aux femmes qui souffrent de ménorragies fonctionnelles.

Efficace pendant cinq ans, ce nouveau dispositif ne présente aucun risque d'intolérance hormonale, selon les spécialistes qui encouragent son utilisation en Algérie. **S. A.**

Le vaccin contre le cancer du col de l'utérus toujours pas disponible en Algérie

Le cancer du col de l'utérus, qui constitue la deuxième cause de mortalité chez la femme après celui du sein, ne bénéficie pas de l'attention voulue des pouvoirs publics.

Sollicité à plusieurs reprises par les praticiens de la santé sur l'ampleur de cette maladie, le ministère de la Santé n'a toujours pas décidé de l'introduction de la vaccination contre cette pathologie qui ne peut être détectée qu'à travers un diagnostic précoce, vu que les symptômes n'apparaissent que tardivement.

«C'est un cancer très difficile à soigner et qui nécessite une chirurgie très lourde. 50% des femmes atteintes décèdent dans les cinq

années qui suivent le traitement», a expliqué le professeur Bouzekrini qui interpelle, encore une fois, le ministère de la Santé à envisager une prévention par le vaccin qui demeure l'unique moyen de prévenir ce genre de cancer. Le président de la Safec a soutenu que le vaccin en question, qui a prouvé son efficacité, est commercialisé dans 114 pays, dont le Maroc et la Tunisie tout récemment.

Pour les praticiens, l'introduction de la vaccination pour la prévention contre ce virus constitue, aujourd'hui, une nécessité, pour tenter de réduire les taux effarants de cas enregistrés soit 3 000 nouveaux cas par an. Par ailleurs, les praticiens s'interrogent sur l'âge et

le choix des malades à vacciner.

«La vaccination doit rentrer dans le cadre d'un programme qui permettra à toutes les femmes d'en bénéficier. Elle ne doit pas être considérée comme un luxe» a indiqué notre interlocuteur.

Soulignons que l'OMS a conseillé de vacciner les filles de préférence à l'âge de 12 - 13 ans, avant la première activité sexuelle.

Selon les praticiens, la meilleure approche serait l'introduction de la vaccination anti-HPV pour les jeunes filles et en parallèle le développement du dépistage pour les femmes âgées de 30 à 60 ans. **S. A.**

ORAN : TROISIÈME CONGRÈS INTERNATIONAL DE CARDIOLOGIE**De nouvelles techniques pour le diagnostic précoce des maladies cardiovasculaires**

Si le dépistage précoce des maladies ordinaires représenté pour les médecins généralistes un élément indispensable pour l'amélioration de la qualité et de l'efficacité des soins lors de la prescription des traitements, pour les cardiologues, ce critère constitue le facteur déterminant d'une meilleure prise en charge sanitaire de chaque patient.

Ben Aziz - Oran (Le Soir) - Intervenu ce jeudi, lors du 3^e congrès international de cardiologie organisé pour la première fois par l'AMOPREC en jumelage avec l'Association franco-algérienne de cardiologie (AFAC) à l'hôtel Sheraton d'Oran, qui s'est tenu du 29 avril au 1^{er} mai 2009, le docteur S. A. Benachenou a déclaré qu'«au terme de six mois de recherche, à savoir du mois de juin au mois de décembre dernier, menée par 21 médecins de différentes disciplines et établissements sanitaires, l'étude élaborée par notre association a démontré que l'obésité abdominale peut être un signe révélateur d'une éventuelle pathologie cardiaque».

Selon lui, à la fin de cette étude qui a été effectuée sur la base d'un échantillon de 1 260 patients d'origine oranais, constitué de 59% de femmes et de 41% d'hommes, âgés entre 16 et 80 ans, il a été constaté que sur 90% des femmes examinées qui souffraient d'obésité abdominale (à savoir ayant un tour de taille supérieur à 80 cm pour les femmes et 94 cm pour les hommes), «97% d'entre elles étaient hypertendues ; Ce qui veut dire qu'elles sont fortement exposées à développer des pathologies cardiaques». En fait, les résultats recueillis lors de cette expérience ont montré, que désormais la mesure du tour de taille est indispensable lors des consultations

médicales, puisqu'il s'est avéré qu'elle pourrait être plus significative dans la majorité des cas testés, notamment en matière de dépistage des maladies cardiovasculaires, que de calculer, comme de coutume, le rapport poids/taille lors des examens cliniques.

Par ailleurs, dans le même sillage didactique, plusieurs études et recherches ont été exposées dans les domaines de : la néphropathie, le diabète, la nutrition, la mésothérapie, ainsi que dans d'autres domaines en rapport avec la cardiologie. D'autre part, selon Mimoun Lila, diabétologue et secrétaire générale de l'Association des médecins d'Oran pour la prévention cardiovasculaire (AMOPREC), «les maladies cardiovasculaires représentent actuellement en Algérie la première cause de mortalité».

Dans cette optique et dans l'objectif de trouver de nouvelles techniques de diagnostic précoce et afin d'anticiper les pathologies car-

diaques, une étude a été récemment élaborée par l'AMOPREC.

Selon l'organisateur de ce congrès, le docteur Bachir Mohammedi, président de l'AMOPREC, «près de 450 médecins de différentes spécialités, venus des quatre coins du pays, ont assisté à cet événement», ajoutant que «c'est dans le but de soutenir et de prôner les échanges de savoir-faire et des connaissances, que ce soit sur le plan national ou sur l'échelle internationale, que près de 50 professeurs éminents, conférenciers et modérateurs, originaires de différentes régions d'Algérie ainsi que de France et d'Autriche, ont été sollicités, au même titre que pour encadrer les deux ateliers de formation en pathologie cardiaque installés à l'occasion».

Ce type de rencontres de grande importance contribue incontestablement à la prise en charge du malade, nous dira l'un des participants. **B. A.**

Quotidien national d'information générale recrute

Quotidien d'information générale recrute pour sa rédaction centrale basée à Alger :

1- Des journalistes expérimentés

2- Des diplômés universitaires maîtrisant parfaitement la langue française.

Envoyez votre CV et lettre de motivation à l'adresse électronique suivante :

Journalrecrute@yahoo.fr

N. B : il ne sera répondu qu'aux candidatures jugées intéressantes.